

CONSOMMATION | Réunis ce week-end au Coudray-Montceaux, des élus et habitants réclament qu'un syndicat mixte, créé récemment, prenne le contrôle des usines de production gérées par Suez.

Ils montent au créneau pour faire baisser leurs factures d'eau

FLORIAN GARCIA

MAÎTRISER la production d'eau potable, de son traitement dans les usines jusqu'à sa distribution et sa facturation aux particuliers. Telle est l'ambition du syndicat mixte créé en février par les communautés d'agglomération Grand Paris Sud, Cœur d'Essonne, Val d'Yerres - Val de Seine, Grand Orly Seine Bièvre et le département de l'Essonne pour faire baisser les tarifs de l'eau.

Mais pour atteindre cet objectif, le syndicat doit récupérer la gestion des infrastructures aujourd'hui toujours détenues par le géant Suez. Pour se faire entendre, la coordination Eau Île-de-France, les associations Eau publique Orge-Essonne et Aggl'Eau communauté Paris-Saclay ainsi que le collectif Plus Jamais Ça 91 ont organisé, ce dimanche, un rassemblement devant l'écluse du Coudray-Montceaux, face à l'usine d'eau potable de Morsang.

« Aujourd'hui, le nœud du problème, c'est la production où les marges sont abusives, note le maire (PCF) de Grigny, Philippe Rio. Notre but est de parvenir à une juste qualité de service, une juste qualité de l'eau, et à un juste prix. »

Une vraie différence pour les communes qui ont déjà fait la transition

Pour cela, des négociations ont été entamées avec Suez. « La reprise de ces usines est un enjeu majeur, martèle le président (PS) de l'agglomération Grand Paris Sud, Michel Bisson. Nous avons engagé des discussions et nous les avons convaincus. Mais nous ne sommes pas d'accord sur le prix. Ils veulent vendre en se basant sur la valeur commerciale alors que nous réclamons



Le Coudray, ce dimanche. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant l'écluse, face à l'usine de Morsang, en espérant se faire entendre.



Cette mobilisation citoyenne, en convergence avec ce que font les institutions, est le seul moyen d'atteindre nos objectifs

THIERRY DOULAUD, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION AGGL'EAU COMMUNAUTÉ PARIS-SACLAY



Notre but est de parvenir à une juste qualité de service, une juste qualité de l'eau, et à un juste prix

PHILIPPE RIO, MAIRE (PCF) DE GRIGNY

la valeur nette comptable du bien. » Une valeur que les élus et associations estiment à... 0 euro. « Ces usines, nous les avons déjà payées avec nos factures », justifient-ils. Contacté, Suez n'a pas souhaité apporter de commentaires.

Si ces infrastructures revenaient dans le giron des régies publiques – six ont été créées au cours des dix dernières années en Essonne –, le coût de l'eau pourrait baisser pour ces territoires. En 2017, lorsque la régie publique Eau Cœur d'Essonne a repris la distribution, la facturation et l'entretien des réseaux d'eau potable, Pascal avait vu ses factures s'alléger. Chiffres à l'appui, cet habitant de Sainte-Geneviève-des-Bois

explique qu'il payait 4,93 € le mètre cube avant la création de la régie. Depuis, cela a chuté à 2,22 €.

Un système jugé plus égalitaire

« Et ce n'est pas le seul gain, poursuit-il. Nous bénéficions d'un meilleur service. Notre interlocuteur, la régie publique, est facile à contacter et intervient rapidement si besoin. C'est un bon service public, le coût a baissé et des canalisations ont même été changées. C'est une bonne chose car cette eau perdue à cause des fuites, on la payait. »

Le passage en régie publique a également réglé quelques inégalités. « Aucune commune

de l'agglomération ne payait le même prix. À Sainte-Geneviève, nous étions ceux qui payions le plus cher. Le moins cher, c'était à Fleury-Mérogis. Rien ne justifiait ces différences, il s'agissait de la même entreprise, Suez, de la même eau et des mêmes canalisations... »

Au micro ce dimanche, le président de l'association Aggl'Eau Communauté Paris-Saclay, Thierry Doulaud, a exhorté la cinquantaine de personnes présentes à concrétiser ce changement. « Cette mobilisation citoyenne, en convergence avec ce que font les institutions, est le seul moyen d'atteindre nos objectifs », a-t-il lancé. « Les citoyens s'engagent pour de

multiples raisons, analyse Pascal Grandjeat, membre de la coordination Eau Île-de-France et de l'association Eau Publique Orge-Essonne. Certains s'agacent de voir des perturbateurs endocriniens dans l'eau, d'autres le font pour des convictions environnementales, d'autres encore veulent se battre contre l'injustice sociale liée au prix. Les raisons de s'engager sont multiples. »

Sur la même longueur d'onde, le maire (DVG) de Corbeil, Bruno Piriou, a rappelé son souhait de voir l'eau devenir « un bien commun ». « Nous avons pris une délibération en ce sens. Et pour en faire un bien commun, il faut en faire un suiet démocratique. » ■

LP/F.G.